



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Arrêté n° 25-2024-08-05-00008 du 05 Août 2024

portant prescriptions complémentaires aux conditions d'exploitation de la carrière de
MOUTHE

exploitée par la société Carrières & Matériaux Nord-Est (CMNE)

**Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018, autorisant la société SCE (Société des Carrières de l'Est) à poursuivre l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de MOUTHE ;

Vu l'arrêté n° 25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu le changement de dénomination sociale de la société SCE qui est devenue la société CMNE en date du 1er juin 2022 ;

Vu la déclaration du 17 juillet 2024 de la société CMNE dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe à NANCY (54000) en vue de modifier les conditions d'exploitation et de diminuer les niveaux d'activité de la carrière qu'elle exploite sur la commune de MOUTHE ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 30 juillet 2024 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par lettre en date du 30 juillet 2024 ;

Vu le rapport du 31 juillet 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société CMNE portent sur la réduction du niveau d'activité de la carrière en termes de capacité de production, du périmètre d'extraction et du niveau d'approfondissement ;

Considérant que la demande porte également sur une modification du phasage d'extraction et des conditions de remise en état pour tenir compte de la diminution du niveau d'activité de la carrière ;

Considérant que cette diminution du niveau d'activité n'engendre pas d'impacts supplémentaires, dans la mesure où les modalités d'extraction restent identiques à celles prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 octobre 2018 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société CMNE ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de mettre à jour l'arrêté d'autorisation susvisé sur : les niveaux de production, le montant de la garantie financière, le phasage d'extraction et les modalités de remise en état ;

Considérant que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Carrières & Matériaux Nord-Est (CMNE) dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe à NANCY (54000), qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de MOUTHE une carrière de matériaux calcaires, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 :

Le tableau de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	A/E/ D/NC (*)	Nature et volume des activités
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 de la rubrique n° 2510.	A	Extraction à ciel ouvert de matériaux issus de roches massives. Carrière de calcaire d'une superficie totale de 4 ha 93 a 14 ca Rythme d'exploitation : En moyenne 10 000 t/an Au maximum 50 000 t/an Quantité totale à extraire de 90 000 tonnes
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais, et autres produits minéraux naturels ou artificiels, ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique n° 2515- 2.	E	Installation de concassage et criblage de matériaux d'une puissance de 1 055 kW

2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	E	Transit de matériaux inertes sur une superficie de 20 000 m ²
(*) A (autorisation), E (Enregistrement)			

Article 3 : Quantité des matériaux à extraire

Les deux premiers alinéas de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le volume total de matériaux valorisables autorisé à extraire et à traiter est de 41 000 m³ de calcaires de formation du Kimméridgien supérieur et du Portlandien, soit 90 000 tonnes (densité 2,2).

Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits ne dépasse pas 10 000 tonnes par an. »

Article 4 : Fin de l'extraction

Le deuxième alinéa de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'extraction de matériaux est interdite à partir des 12 mois précédant la date d'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière. »

Article 5 : Montant des garanties financières

L'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant constitue des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous

Période	Nouvelle phase 1 (phase en cours allant jusqu'au 25/10/2028)	Nouvelle phase 2 (5 ans du 26/10/2028 au 25/10/2033)
Montant en euros	79 255	74 912

Le montant des garanties financières est calculé en prenant en compte l'indice TPOI d'avril 2024 de 130,4 (paru au JO du 18 juin 2024) et un taux de TVA de 20 %. Il est établi en se basant sur le coût des opérations de remise en état du site après exploitation. »

L'exploitant doit adresser au Préfet le document attestant la constitution de ce nouveau montant de garantie financière pour la phase en cours dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Modalités de remise en état

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018 susvisé est remplacé par l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 7 : Modalités d'extraction

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018 susvisé est remplacé par les annexes 2a à 2d du présent arrêté.

Article 8 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Le premier alinéa de l'article 3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 25-2018-10-25-007 du 25 octobre 2018 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La côte minimale d'extraction est de 968 mètres NGF sauf pour la partie à l'ouest de la carrière déjà extraite au 30 juillet 2024 où la cote minimale est de 967 mètres NGF. »

Article 9 : Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société CMNE dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe à NANCY (54000).

Article 10 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 ;

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 11 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, le Maire de Mouthe, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

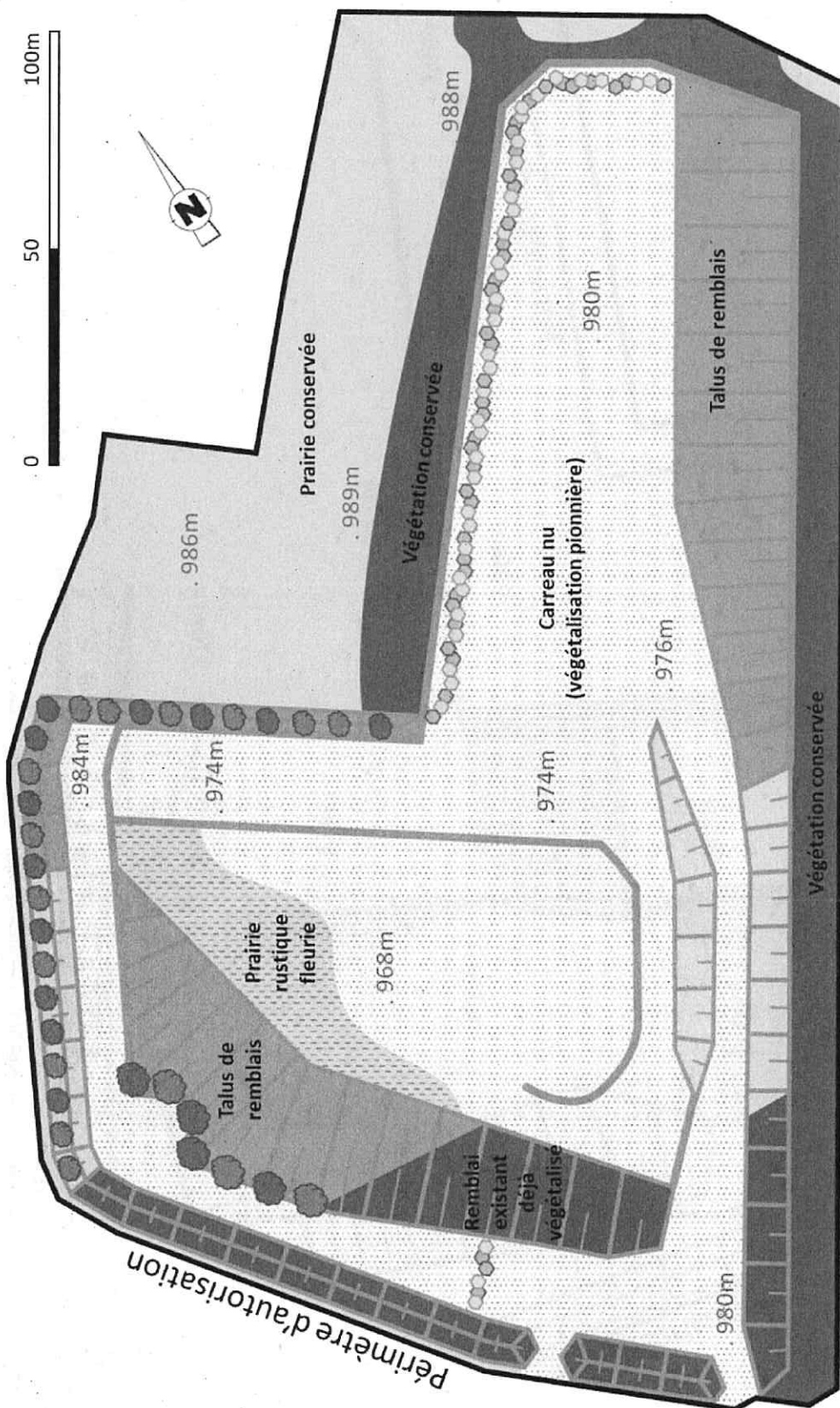
Besançon, le - 5 AOUT 2024

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLEIX

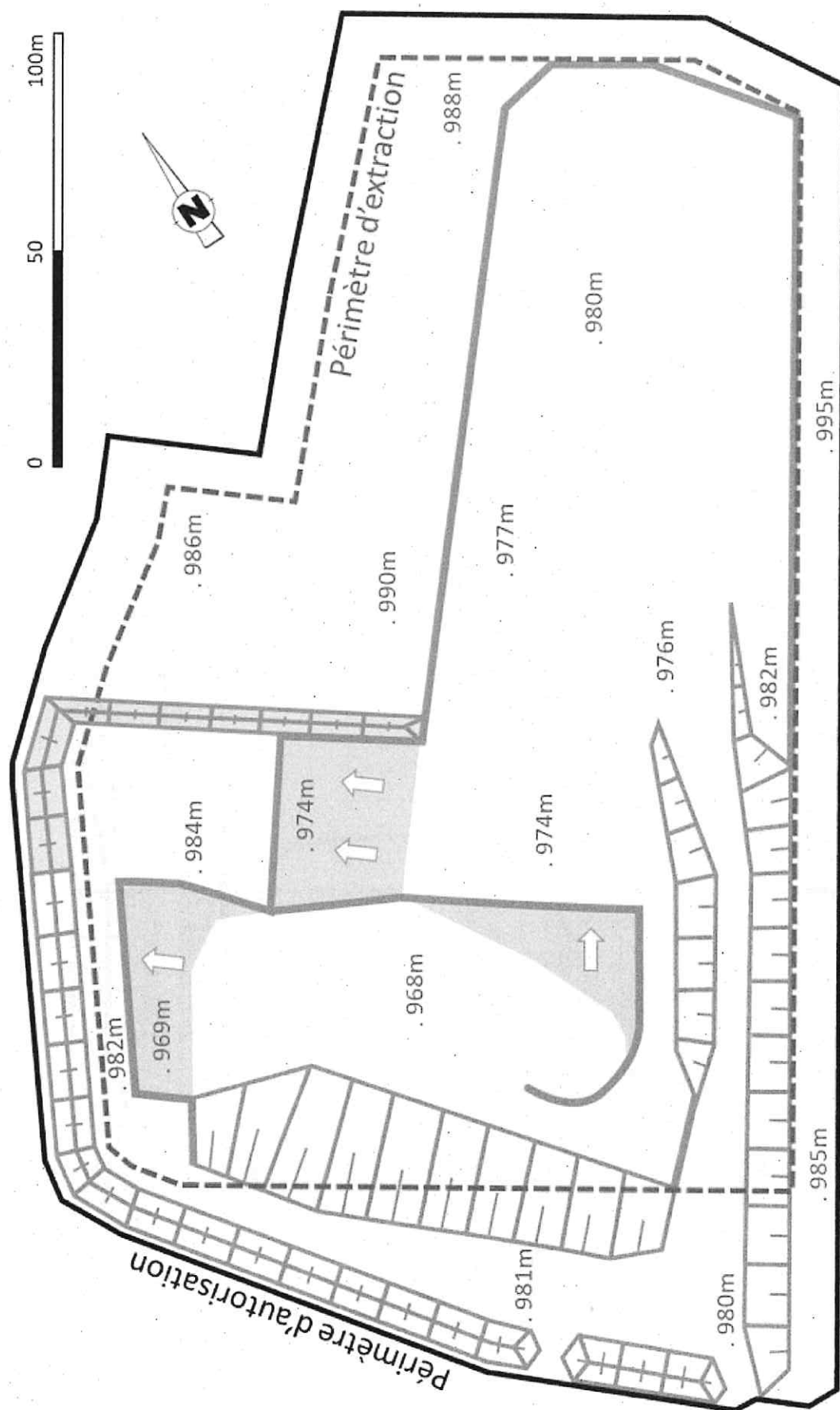
Annexe 1 : Plan de remise en état



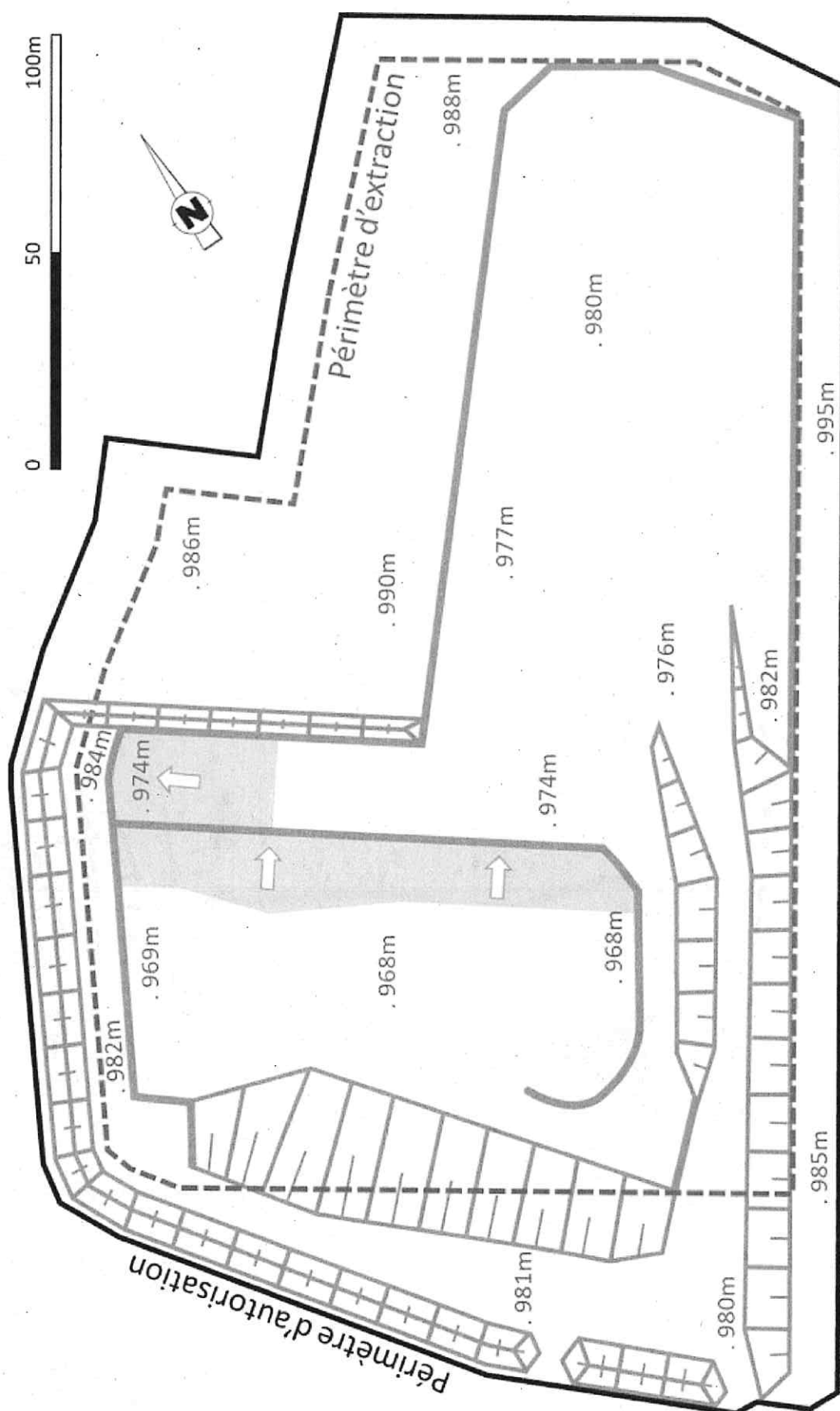
Légende du plan :

	Zone végétalisée conservée		Affleurement rocheux / carreau nu		Talus existant nu
	Prairie conservée		Plantations arbustives et arborées		Remblai terreux
	Prairie reconstituée		Front de taille abrupt et purgé		Blocs et éboulis

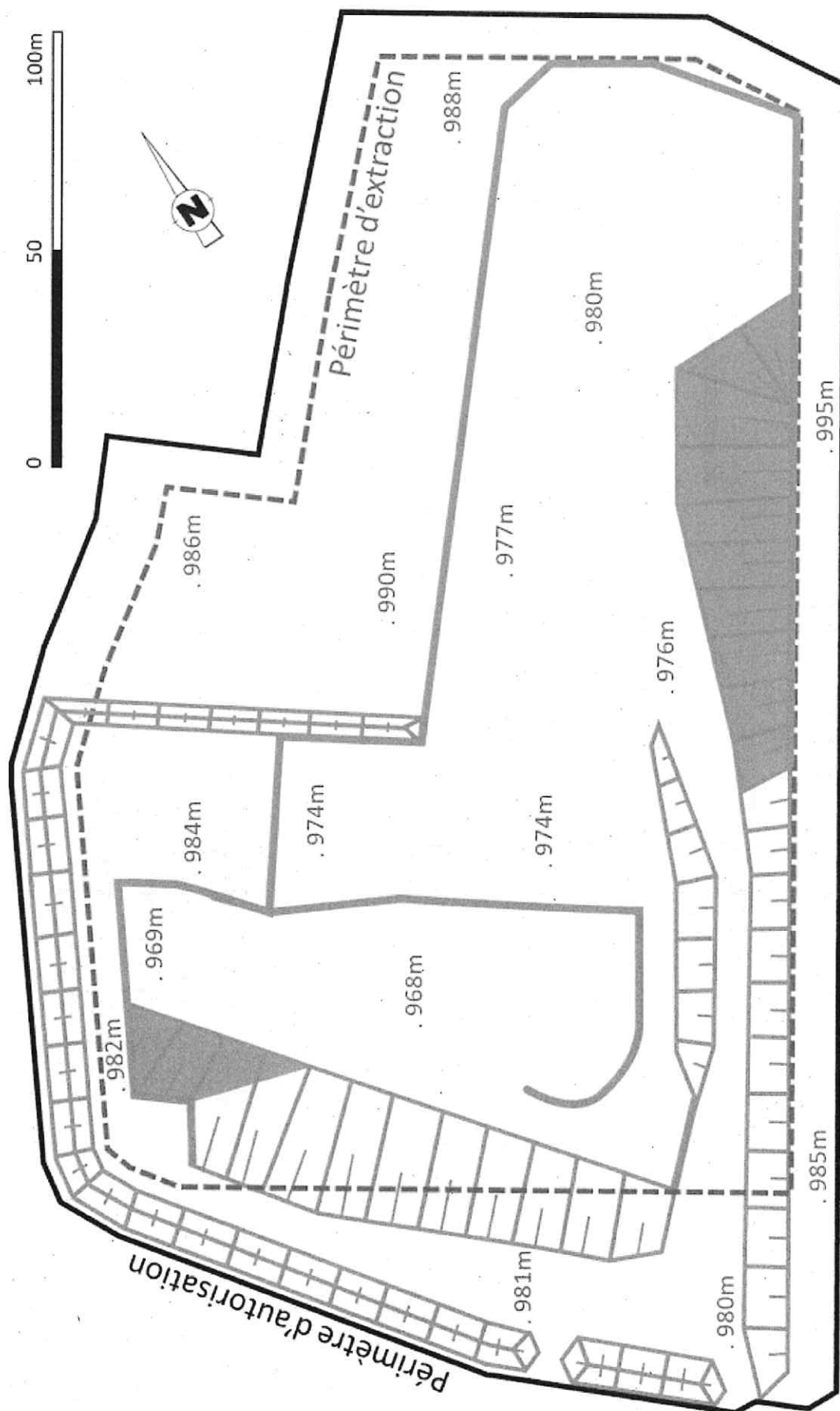
Annexe 2a : plan de phasage d'extraction (nouvelle phase 1)



Annexe 2b : plan de phasage d'extraction (nouvelle phase 2)



Annexe 2c : plan de phasage de remblaiement (nouvelle phase 1)



Annexe 2d : plan de phasage de remblaiement (nouvelle phase 2)

